

Occupation...

Je crois qu'on assiste en ce moment à un mouvement social de grande ampleur...

Ca veut dire qu'il touche tous les secteurs sociaux et qu'il se fonde sur le refus d'un grand nombre de mesures, de plans, de projets, de décisions gouvernementales diverses mais précises qui visent la régression et l'aliénation des droits, des libertés et, finalement, des richesses de notre pays. **Ce mouvement me semble donc l'expression d'un désaccord profond d'une grande partie de la population avec la direction que prend notre société depuis plusieurs années, voire décennies.**

Cette non-adhésion croissante chez beaucoup a été démontrée et se démontre encore à travers les manifestations massives et exemplaires, l'organisation d'actions, et la tenue régulière d'assemblées générales qui soutiennent, élargissent et structurent un mouvement fort qui s'annonce similaire à celui connu en novembre-décembre 1995.

A l'époque, l'opposition ferme aux mesures Juppé avait débouché sur quelques occupations de lieux publics. Si elles avaient été poursuivies et généralisées, elles auraient certainement permis la continuation du mouvement au-delà des retraits revendiqués et la constitution de forces sociales suffisantes pour établir un rapport de forces puissant. Cela me paraît nécessaire pour infléchir *durablement* la politique française, et éviter les offensives à *répétition* telles que nous les vivons depuis (au moins) un an.

L'ampleur alarmante et la nature inquiétante des réformes en cours appellent sérieusement chacun d'entre nous à construire des solidarités et des dispositifs à la hauteur de la situation. L'occupation durable des lieux de grève, largement oubliée pendant la période « socialiste », peut redevenir une pratique systématique, comme cela a été longuement le cas dans l'histoire, afin de défendre et d'imposer durablement les intérêts de la population face aux appareils patronaux et gouvernementaux.

Les occupations des usines, des ateliers, des écoles, des établissements en grève, sont, à ce titre, à envisager et à discuter. La constitution de comités de grève peut se faire à partir des points suivants :

1 - S'organiser ensemble. Il ne s'agit certainement pas de retourner au travail, mais bien au contraire d'empêcher cette reprise par l'installation d'une activité dans les murs au service du mouvement. De ce fait, les personnels mobilisés se donnent les moyens de maîtriser et d'organiser leurs luttes, dans le temps, dans un espace fixe et connu, en coordination avec le reste du mouvement.

2 - Etendre le mouvement. L'unité nécessaire doit être transversale aux corporations professionnelles et aux catégories sociales, et permettre de créer une culture de lutte inscrite dans la durée pour contrer la démoralisation, la démobilité et l'essoufflement. Les occupations, en se constituant comme lieux politiques, deviennent des lieux de discussions et de décisions permanentes entre travailleurs et travailleurs solidaires, clients, utilisateurs, consommateurs, habitants du quartier, tous concernés par les combats menés localement et potentiellement prêts à s'investir dans leur développement.

3 - Affirmer nos revendications. Face aux travailleurs et citoyens solidaires qui s'investissent de la sorte dans l'évolution de leurs activités, de leurs métiers, de leurs bâtiments, les pouvoirs en place rappellent l'illégalité des occupations, niant leur légitimité. Ces oppositions ne manquent pas alors de rappeler à la population entière la dépossession totale de son travail, aux mains des appareils bureaucratiques, et doivent donc se constituer en objets de lutte quotidien. Occuper jour après jour ne doit pas contraindre à occuper jours et nuits, ni à occuper uniquement son lieu de travail propre.

Je crois que « l'aventure », dans son sens péjoratif, n'est pas aujourd'hui dans les moyens d'une contestation *active* et *lucide* de la population. L'aventure c'est plutôt les misérables et angoissantes perspectives de l'action gouvernementale depuis trente ans, face à laquelle 95 n'a pu qu'imposer un sursis...

Si les acteurs de la grève générale veulent voir dans ce mouvement l'occasion d'infléchir véritablement la direction politique de ce pays, populiste, sécuritaire et réactionnaire, il faut penser l'articulation entre manifestations, assemblées générales et occupations des lieux de travail.

Je est Nombreux... (Précaires : Animateur, Chômeur, Professeur en ce qui nous concerne...)